

“ L'internationalisation ” de la question algérienne

La France est vraiment l'homme malade du capitalisme à l'époque actuelle. Cela prend des proportions considérables et dangereuses pour l'ensemble du monde capitaliste à propos de l'affaire algérienne.

Les masses algériennes sont soulevées contre le régime colonial et n'accepteront aucune promesse de la part des gouvernants français qui n'ont fait que les tromper dans le passé. La révolte des masses algériennes serait rapidement victorieuse si les travailleurs de France entraient en lutte à leurs côtés; mais, par la carence et la trahison des directions ouvrières, la classe ouvrière française ne bouge pas, et la lutte en Algérie se poursuit, l'impérialisme français y affectant la presque totalité de ses forces.

Le prolongement de la guerre a de nombreuses répercussions. Tout d'abord en Tunisie et au Maroc où les nouvelles classes dirigeantes indigènes ne peuvent pas aller à l'encontre du sentiment des masses de leurs pays en faveur de l'indépendance de l'Algérie. D'ailleurs si par extraordinaire l'Algérie était écrasée, l'indépendance de la Tunisie et du Maroc serait bientôt purement formelle. En outre la lutte de l'Algérie est aussi celle de tous les peuples arabes et, plus encore, de tous les peuples colonisés. L'impérialisme américain — qui a arrêté un faux pas des Anglais et des Français à Suez — est de plus en plus persuadé que le capitalisme français seul ne trouvera pas une solution rapide à la question algérienne, et que le prolongement de la lutte peut, en dépit de la carence du mouvement communiste, aboutir à une situation qui, socialement, sera en faveur du communisme.

Avec la chute de Guy Mollet et l'avènement d'un gouvernement de « parachutistes », les cercles dirigeants américains sont devenus fort inquiets. D'où le discours du sénateur Kennedy, appelant le State Department à intervenir dans

la question pour imposer l'indépendance algérienne. La réponse de l'oster Dulles était un refus formel, mais en même temps Dulles rappelait que la France avait depuis la fin de la guerre « accordé l'indépendance » à cinq pays (Vietnam, Maroc, Tunisie, Laos, Cambodge). On pouvait difficilement mieux rappeler au capitalisme français de mauvais souvenirs!

Au récent Congrès de l'Internationale socialiste, la question de l'Algérie a été discutée, toujours avec la prudence de gens qui ont été ou seront ministres de leur capitalisme. Aussi la II^e Internationale s'en est-elle tenue à envoyer, sur proposition de Commin, une Commission d'enquête en Algérie. Il apparaît donc qu'au Congrès de Vienne, on n'a pas voulu embarrasser outre mesure le Parti socialiste français, peut-être avec l'espoir qu'il modifiera sa politique algérienne.

Par contre la pression américaine s'est fait sentir plus particulièrement au Congrès de la C.I.S.L. Les syndicats américains n'ont pas joué un petit rôle tout d'abord dans le choix du lieu du Congrès, Tunis, afin d'essayer d'exercer un poids très puissant sur les jeunes mouvements syndicaux d'Afrique du Nord, et de toute l'Afrique. Les syndicats algériens (U.G.T.A.) seront représentés au Congrès et les dirigeants de Force Ouvrière, qui doivent tant aux syndicats américains, se borneront à de timides protestations en faveur de leur maître, le capitalisme français.

Ainsi la pression s'accroît pour faire de l'Algérie une question dont la solution serait internationale.

Soulignons-le une fois encore: les promoteurs de « l'internationalisation » de la question algérienne ne sont nullement des champions des peuples opprimés, mais des défenseurs avertis du capitalisme, qui — devant la faiblesse et l'impuissance du capitalisme français à trouver une

solution — sont partisans d'intervenir pour garder le contrôle de la situation. Si une telle solution intervenait, la lutte des masses algériennes aborderait un stade nouveau qui serait alors à définir. Mais, répétons-le à nouveau: toutes ces tentatives procapitalistes ne tiendraient pas le jour où les masses algériennes verraient à leurs côtés les travailleurs français s'attaquant à la politique de guerre, exigeant l'évacuation des troupes d'Algérie et imposant la reconnaissance de la nation algérienne.

Par leurs combats, les masses algériennes ont permis à M. Aron et autres de faire quelques sobres réflexions. Soyons sûrs que l'action des travailleurs français pourrait être également de quelque utilité pour la pensée de ces Messieurs.

On nous communique : Une lettre de jeunes de Bordeaux

Nous publions ci-dessous copie d'une lettre adressée par un groupe de jeunes de Bordeaux au Président de la République contre l'emploi de l'armée dans la guerre faite au peuple algérien. Il est certes trop vrai que l'envoi d'une telle lettre est peu de choses contre la guerre d'Algérie, mais ce n'est pas du tout la faute de ces jeunes. Ceux-ci se trouvent dans une situation où les organisations ouvrières sont complices du crime ou défaillantes dans la lutte, ils ont donc recours aux moyens qui sont à leur propre portée. Dans ces conditions, leur geste n'en est que plus significatif de ce qui anime de très larges couches de travailleurs, surtout de jeunes travailleurs. Et il faut contraindre le mouvement ouvrier organisé à répondre à de tels appels.

Bordeaux, le 20 juin 1957.

Monsieur le Président,

Nous allons être appelés dans quelques mois à effectuer notre service militaire. Nous n'avons pas l'intention de nous dérober à cette obligation mais nous tenons à vous dire, avant notre départ, que nous protestons vivement contre l'emploi actuel de l'armée en Algérie dans une guerre de répression totale absolument injustifiable.

Nous ne voulons pas prendre position sur les tortures dont on accuse l'armée française ou sur les massacres reprochés à la Résistance algérienne. Mais nous pensons, au contraire, que l'ignominie que revêt cette guerre a son origine dans son but même. Nous demandons la paix pour mettre fin justement à toutes les horreurs et parce que nous refusons à être employés comme bourreaux ou à servir de victimes.

Jeunes travailleurs et bien que sans attaches politiques, nous ne pouvons pas identifier l'intérêt qu'a le colonialisme dans cette guerre avec celui de notre classe qui est de respecter le droit du peuple algérien de disposer de lui-même.

Notre protestation se motive aussi par le respect que nous voulons du préambule de la Constitution française: « La République Française n'entreprendra aucune guerre de conquêtes et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple ». Cette promesse, il faut la tenir aussi devant le peuple algérien.

Cette lettre que nous vous adressons ne vous est pas personnelle. Nous lui donnons un caractère public. Nous l'adressons à toutes les organisations et journaux ouvriers défendant la cause de la Paix sans distinction. Nous la considérons également comme un appel à tous les jeunes des futurs contingents pour qu'ils s'élèvent contre l'emploi que l'on veut faire d'eux.

Cet appel est d'autant plus justifié, que ces jours derniers les partisans de la guerre ont demandé une intensification de la répression, l'envoi en masse de soldats en Algérie et même l'instauration d'une économie de guerre dans la Métropole.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à nos sentiments respectueux.

A propos du Congrès de l'U. S. T. A.

A la fin de juin s'est tenu à Paris un Congrès, de l'Organisation de France de l'Union des Syndicats des Travailleurs algériens, organisation à direction messaliste. On sait que cette organisation syndicale n'a pas été reconnue par la C.I.S.L. pour l'Algérie.

Normalement, les travailleurs algériens en France devraient être organisés dans un seul et même syndicat avec les autres travailleurs de Français, suivant la règle « un seul patron, un seul syndicat », bien qu'ils aient effectivement des revendications particulières. Il devrait en être ainsi; mais une coupure existe et la faute en revient en premier lieu aux dirigeants des centrales syndicales existantes en France.

En ce qui concerne F. O., cela n'a rien de surprenant, car les dirigeants de cette centrale sont des pro-impérialistes. Cela n'a rien de surprenant et n'aurait que peu de conséquences, les travailleurs français dans les industries où se trouve employée la main-d'œuvre algérienne étant avant tout organisés ou influencés par la C.G.T.

Mais chacun se souvient des nombreux conflits entre les travailleurs algériens et les dirigeants de la C.G.T., le plus spectaculaire étant celui du 1^{er} mai 1955 à Vincennes, lorsque les dirigeants de la CGT prétendirent donner la parole à un Algérien d'obédience stalinienne, non représentatif de ses camarades.

La création de syndicats de travailleurs algériens en France ne peut donc être considérée que comme un pas en arrière du point de vue de l'internationalisme prolétarien, favorisant les courants réactionnaires parmi les travailleurs, et dont la responsabilité est portée par les dirigeants du mouvement ouvrier français. Il importe donc que les militants les plus préoccupés d'assurer la fraternisation entre les travailleurs français et les travailleurs algériens dans les entreprises obligent la direction de la CGT à

changer d'orientation envers les travailleurs algériens. Elle ne doit pas se borner à quelques propos vagues d'une solidarité ne s'exerçant pas et doit organiser une action véritable pour la défense des intérêts des travailleurs algériens. Cela est d'autant plus indispensable que toute action isolée de la part de ceux-ci donne plus de prise à la répression patronale et gouvernementale. On ne sait pas encore si la loi sur les « pouvoirs spéciaux » sera complétée par l'adjonction raciste se trouvant dans le projet gouvernemental, mais — même sans cela — la répression contre les Nord-Africains en France s'exercera d'autant plus brutalement que les travailleurs français n'interviendront pas pour la battre en brèche.

De divers côtés on s'est étonné de l'autorisation donnée par les autorités françaises à ce Congrès et aussi de la publicité qui lui fut faite, même à la radio. A ce propos, il est une fois de plus très clair que la rivalité entre le F.L.N. et le M.N.A. est exploitée par une bonne partie de la bourgeoisie et de ses agents au détriment de masses algériennes. Personne ne peut être dupe sur les intentions de notre ministre des Affaires étrangères, le « socialiste » Pineau, quand, dans son discours aux Nations Unies en février dernier, il trouve le M.N.A. « plus occidental, plus réaliste, surtout plus indépendant »: ce n'est pas l'indépendance de l'Algérie qui l'intéresse mais le maintien de l'impérialisme français en Algérie.

Les agents de l'impérialisme français jouent leur jeu. Raison de plus pour que les militants ouvriers français fassent preuve de la plus grande prudence dans cette lutte FLN-MNA, évitent par une attitude impulsive et irresponsable d'attiser le conflit et, au contraire, n'oublient pas que l'ennemi principal, pour eux comme pour les travailleurs algériens, c'est l'impérialisme français.